

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, au Centre de conférence du Sava center, Belgrade, vendredi 16 décembre 1983.

LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, nous arrivons au terme de la deuxième journée de ce voyage qui continuera, comme vous le savez, demain samedi à Ljubljana en Sloveenie. Cette visite nous a permis de nouer plus encore les relations traditionnelles entre nos deux pays. L'aspect historique et affectif n'en était pas absent, quand on sait à travers les temps les actions communes menées par nos peuples, les difficultés qu'ils ont connues, les drames qu'ils ont vécus, et leur profonde solidarité. Nous avons également traité, bien entendu, des problèmes de l'heure, internationaux, cela vient de vous être dit et bilatéraux, les ministres ayant pu échanger leurs vues, leurs propositions et mettre sur pied, dans certains domaines, un programme d'action. Je n'ai rien d'autre à ajouter à ce qui a été dit par M. le Président Spiljak, et je me tiens à la disposition des journalistes qui voudront bien nous poser des questions.\

QUESTION.- (non communiquée).

- LE PRESIDENT.- Les initiatives françaises ont été multiples. La première d'entre elles, chronologiquement, a consisté à venir répondre à l'appel de ceux qui, à Beyrouth-Ouest, étaient soumis à des bombardements constants, je veux dire lorsque se trouvaient opposées les armées israéliennes, palestiniennes et quelques autres. La France est intervenue avec l'accord des deux parties, et a participé puissamment au départ dans la dignité et la vie sauve des forces palestiniennes. C'était l'année dernière. Depuis lors, la politique que nous avons suivie dans cette région et particulièrement dans ce pays, a permis à la France d'apparaître comme un intermédiaire accepté par les uns et les autres dans un échange de prisonniers considérable si l'on songe que trois à quatre mille Palestiniens ont pu redevenir libres. A l'heure actuelle, vous le savez, se déroulent d'autres actions qui vont dans le même sens et dont j'espère incessamment l'heureux aboutissement. La France y participe pleinement, ce qui veut dire que la France au Liban entend se comporter comme elle le doit, c'est-à-dire comme l'amie de tout les Libanais. La France n'est pas partie dans les conflits qui s'y déroulent, dans la guerre civile. Elle souhaite ardemment participer, dans la mesure naturellement de son droit, à la réconciliation qu'elle encourage. Elle n'est pas venue pour aider l'une contre l'autre des parties et je pense que ces initiatives ont été bien reçues du Président légitime du Liban `Amine Gemayel`, comme de certains responsables de hauts niveaux, comme M. Walid Joumblat, par exemple, dont je recevais un appel similaire pour une aide utile : sauvetage de vies humaines, sauvetage du Liban lui-même.\

` Suite réponse sur le rôle de la présence française au Liban `

- La France a protégé et préservé son rôle tel que nous le concevons et tel qu'il est compris par l'ensemble des libanais. Nos soldats sont venus comme des soldats de la paix, d'interposition entre les combattants, pour parvenir à un règlement dont l'objet est de préserver la souveraineté et l'intégrité du Liban. Si nos soldats ont été victimes d'agressions diverses, si nous avons souffert, nous Français, de divers attentats, il n'en reste pas moins que nous ne voulons pas et nous ne nous connaissons pas d'ennemis libanais. Si d'autres, de l'extérieur, voient quelque inconvénient à ce que la France assume une obligation historique, à l'appel et avec le consentement bien entendu des responsables de ce pays, libre à eux. Nous n'avons pas non plus l'intention de nous substituer aux responsables légitimes, Président, Gouvernement, Parlement, de ce pays auxquels il appartient, à l'évidence, de choisir les voies et moyens qui leur

de ce pays auxquels il appartient, a l'évidence, de choisir les voies et moyens qui leur permettront de sauvegarder leurs pays. C'est à eux, qui ont d'ailleurs eu l'occasion de se retrouver au cours d'une conférence interrompue ` Conférence de réconciliation nationale à Genève ` mais qui, je l'espère, reprendra, c'est à eux qu'il incombe maintenant de déterminer les conditions dans lesquelles le Liban peut retrouver ses droits, ce n'est pas à la France. Jusqu'à quand ? Je ne le sais. La mission des soldats français est celle que je viens de définir. Ils ont sauvé beaucoup de vies humaines. Ils ont contribué à préserver, sur une fraction malheureusement trop faible du territoire, le maintien d'une légitimité et d'une légalité, c'est-à-dire l'existence d'un Liban. Telle est cette mission. Il ne faut ni l'exagérer car il ne peut y avoir, je l'ai dit, de substitution, ni la réduire car c'est un rôle difficile qui suppose des sacrifices. Nous avons perdu des vies humaines. C'est une mission noble. La France remplit je le crois son devoir. Mon souhait, ou même ma volonté, mission remplie, est de faire que nos soldats rentrent dans leur pays.\

QUESTION.- (non communiquée).

- LE PRESIDENT.- Au cours de ces derniers mois, la France et la Yougoslavie se sont souvent concertées, la France a continué de se considérer comme une amie privilégiée de ce pays. La France et la Yougoslavie sont confrontées aux effets pervers et brutaux de la crise économique mondiale et se prêtent leurs concours autant qu'ils le peuvent et pleinement. Leurs relations bilatérales pourraient être plus actives. Elles sont bonnes. Les ministres ici présents ont pu engager ou perpétuer un certain nombre de démarches concernant nos échanges dans beaucoup de domaines. Non seulement nos échanges, mais aussi les procédures pour en faciliter le cours, ce qui est fort important. Je crois pouvoir dire que dans les domaines concrets qui nous importent, domaines où la France a une réussite internationale, électricité, télécommunication, moyens de transport ou autres, les ministres ont procédé à un examen très approfondi dont les résultats vous seront connus à mesure qu'ils feront l'objet de contrats pratiques. Je suis venu pour m'en informer, le cas échéant pour donner un nouvel élan, mais nous ne sommes pas ici une mission commerciale. Vous en verrez les effets dans les semaines et les mois qui viendront, vous serez tenus scrupuleusement au courant. Cependant nous avons acquis, peut-être, une meilleure connaissance des capacités productives de la Yougoslavie dans le domaine agricole et dans le domaine industriel, et j'espère qu'il en a été de même du côté yougoslave quant aux capacités françaises. Voilà ce que je puis vous dire dans l'état actuel des choses, car m'engager davantage sur ce terrain, ce serait alors me substituer d'abord au gouvernement, ensuite à nos ministres, enfin aux entreprises et aux sociétés qui n'ont pas à passer par le Président de la République pour savoir ce qu'ils ont à faire.\

QUESTION.- Après la rupture des négociations sur les forces nucléaires intermédiaires à Genève, pensez-vous que la bonne occasion pour l'Union soviétique et pour les Etats-Unis de reprendre contact et de relancer la négociation nécessaire soit la conférence sur le désarmement de Stockholm le 17 janvier ?

- LE PRESIDENT.- Ce serait un peu bref de dire cela. C'est une bonne occasion puisque c'est le seul endroit où tous les pays d'Europe, plus quelques autres, pourront se rencontrer. Du moins sur le plan de la géographie quels que soient leurs divisions, leurs différends, leurs compétitions, leurs disputes, ils seront tous ensemble au même endroit. Occasion très remarquable pour parler non seulement de ce pourquoi ils seront là, mais le cas échéant d'autre chose, enfin d'autre chose qui tourne toujours autour de la sécurité et des armements. Nous considérons que c'est un résultat important acquis à Madrid ` CSCE ` , en particulier grâce aux suggestions d'un certain nombre de pays neutres et non alignés, ce qui veut dire que chacun a vraiment contribué, ceux qui appartiennent à des blocs comme ceux qui n'en sont pas, à débloquer cette situation. D'autres occasions devraient être fournies. La France s'en tient informée, elle prend des initiatives. Il serait prématuré d'en parler dans la mesure où rien n'est vraiment utile ni intéressant avant que des démarches concrètes aient lieu. Nombreux sont les pays - particulièrement la Yougoslavie et la France, cela a été l'un des objets de nos conversations - qui se sont déclarés disponibles pour faciliter ces échanges.

- QUESTION.- Monsieur le Président, pour poursuivre sur ce sujet, quel est votre point de vue sur

le caractère d'urgence d'une reprise de ces négociations américano - soviétiques ?

- LE PRESIDENT.- L'urgence est telle qu'il eut mieux valu ne pas les rompre et que les négociateurs parviennent à définir un point d'équilibre au plus bas niveau possible. C'eut été aisé si personne n'avait commencé, si ceux qui avaient commencé s'étaient tout aussitôt arrêtés et si, en cours de route, on avait eu la sagesse de définir des étapes plutôt que de se placer toujours par rapport au maximum d'exigence. La rupture s'est produite. Il convient maintenant de considérer les deux plus grandes puissances ont choisi les voies de la paix et en tout cas se sont écartées de la voie de la course aux armements. C'est parce que je considère que c'est urgent, que je ne cesse d'en parler chaque fois que j'en ai l'occasion. Vous venez de me la fournir. Maintenant si c'est pour reprendre la discussion au point où on l'a laissée et par précipitation, finir par piétiner, comme on a vu les négociations de Genève le faire au cours de plusieurs années, mieux vaut rester chez soi. Je le répète, nombreux sont les pays, les hommes de bonne volonté, qui doivent pouvoir continuer à hâter la démarche sans qu'elle soit imprudente.\

QUESTION.- (non communiquée).

- LE PRESIDENT.- C'est un sujet toujours difficile. L'actuel gouvernement a multiplié les dispositions en faveur des travailleurs immigrés pour qu'ils trouvent dans notre pays meilleur climat, réglementation et législation plus accueillante et ce meilleur climat, il est ressenti par la plupart d'entre eux. Mais vous connaissez à quel point il est difficile d'aligner tout aussitôt les mœurs sur les lois. Il faut donc que nous continuions notre action de persuasion à l'égard du peuple français - c'est ce que je fais moi-même - pour qu'il soit vraiment convaincu que les immigrés nous apportent beaucoup : leur travail, leur compétence, leur intelligence, ce qui entraîne dans mon esprit automatiquement bien des droits qu'ils ont, mais qu'il faut renouveler pour qu'ils en jouissent pleinement. Je pense à leur logement, leur salaire, leur famille, leur sécurité, la durée de leur séjour qui est une autre forme de sécurité.

- Ce qui vient troubler cette discussion c'est le fait que la France soit un pays très désiré par beaucoup de personnes dans le monde qui (ce n'est pas le cas de ceux dont vous parlez) pénètrent dans notre pays en dehors des lois et ne peuvent trouver de travail que clandestin. Ils sont à la merci d'employeurs sans scrupules et ils prennent le travail des immigrés régulièrement admis ou des Français eux-mêmes menacés dans leur emploi. Il faut donc être très vigilant sur ce point. Mais je dois dire que l'immigration des travailleurs yougoslaves contribue depuis longtemps déjà à l'édification de notre société et que nous avons eu le plus souvent à nous louer de leur capacité. D'ailleurs les relations entre ces immigrés et les travailleurs français sont de bonnes relations. Seulement voilà, le nombre chaque année - j'allais dire chaque jour - accru des immigrés, qui passent au travers des textes ou à travers les frontières, est tel que nous nous trouvons affrontés à un problème qui exige de la part du gouvernement de la France une grande vigilance.\

QUESTION.- (non communiquée).

- LE PRESIDENT.- Je n'appelle pas à la révolte contre les deux plus grandes puissances. Ces deux plus grandes puissances ne le sont pas devenues par hasard, cela a été du à la qualité de leur peuple, à leur travail, à leur nombre, parfois aux circonstances. Simplement, nous voulons que chacun exprime exactement son droit. Nous ne pensons pas qu'il soit sage que la totalité des affaires du globe se règle au gré de la compétition entre ces deux plus grandes puissances que l'on appelle le conflit Est - Ouest. Nous ne souhaitons pas que les affaires de nos pays - en tout cas je parle du mien - soient strictement dépendantes des décisions prises ailleurs.

- QUESTION.- Monsieur le Président, il y a un mois à peu près dans une émission de télévision "L'heure de vérité" vous affirmiez qu'il y avait des risques de guerre réels. Un mois après ces déclarations pensez-vous que ces risques sont toujours aussi graves ou qu'ils ont augmenté, ou au contraire régressé.

- LE PRESIDENT.- Je crois qu'il faut avoir une très grande précision de langage dans des affaires aussi graves. Je n'ai pas dit explicitement : "un risque de guerre". J'ai dit que nous vivions des événements graves, sans doute les plus graves depuis les crises de Cuba `1962` et de Berlin `1948`. Mais ni l'une ni l'autre de ces crises n'a donné lieu à une guerre et j'avais ajouté : "très

graves oui mais nous les surmonterons comme ont été surmontées les deux autres". Je peux dire que je fais confiance au sang froid, à la maîtrise et au sens de l'humanité des principaux responsables de ces affaires. Donc je continue de croire que nous sommes dans une période très tendue, qu'il faut éviter toute erreur dont les conséquences pourraient être incalculables. Je ne dis pas risque de guerre, je dis risque de tensions aggravées et comme on sait trop comment cela finit, mieux vaut, comme on dit, "renverser la vapeur". Voilà ce que je dirais à l'heure actuelle.\

QUESTION.- (non communiquée).

- LE PRESIDENT.- Cela risque d'être un échange de vues un peu rapide pour un si vaste sujet et je me reprocherais si je vous répondais d'avoir été incomplet. En plus c'est un sujet qui mérite réflexion. Tous ceux qui m'ont été cités se situaient dans l'immédiat ou par -rapport à des problèmes que j'ai eu l'occasion de traiter, sur lesquels ma réflexion est déjà faite, tandis que celle-ci me surprend.

- Soyons simplement très précis, j'ai rencontré le maréchal Tito une première fois lorsqu'il est venu en France en 1956 et j'appartenais à l'époque au gouvernement de la République et j'avais été l'un des ministres choisis par le président Coty pour participer à ces réceptions. Donc, j'avais pu approcher, voir et entendre - non pas discuter avec lui bien entendu - le maréchal Tito, qui était porteur d'un immense prestige, qui apparaissait comme un des hommes les plus illustres de la période de la guerre et il devait le rester longtemps en raison de sa vitalité, de sa présence à la tête de la Yougoslavie. Mais nous sommes encore en 1956, il était vraiment l'illustration des qualités majeures de votre peuple d'abord mais aussi, au niveau universel, des grands combattants et vainqueurs d'une guerre mondiale. Ce prestige rejaillissait naturellement sur les plus modestes circonstances : réception, échange de vues rapides mais qui portait cet écho. C'était un écho immense. Première rencontre. Moi je m'en souviens, il ne s'en serait pas souvenu.

- La deuxième rencontre a eu lieu lorsque je suis venu à mon tour en Yougoslavie à la tête d'une délégation de la formation politique que je dirigeais et j'ai pu avoir, cette fois-ci, un échange de vues assez long, assez approfondi avec le maréchal Tito dans sa résidence que j'ai visitée de nouveau hier. C'était un homme déjà très âgé, mais très vaillant, très alerte, très présent à la fois par son alacrité intellectuelle et aussi par sa vitalité physique. Je me souviens que j'ai dû lui refuser cigares et cigarettes sur lesquels, ma fois, il montrait un bel appétit et je crois même lui avoir refusé, ce qui était de ma part une mauvaise représentation de la France, et particulièrement de la région où je suis né, la part de cognac qu'il m'offrait et dont il faisait usage, modérément bien sur, mais avec l'extraordinaire vaillance d'un homme de 83 ou 84 ans. Encore une fois, très étonnant et non seulement par sa physionomie, je dirai presque sa beauté physique, par son équilibre mais aussi par une certaine forme de sagesse de conscience profonde des intérêts de son pays et des intérêts du monde qui ressortaient à tout propos au cours de notre conversation. Il a exposé l'expérience originale à laquelle il avait engagé son pays, un pays communiste, autogestionnaire - ma foi, cela ne se voit pas tous les jours - et avec cette farouche volonté d'indépendance qui a connu, grâce à lui, quelques uns de ses moments les plus remarquables.\

Je suis revenu à Belgrade pour ses obsèques et j'ai pu voir de quelle façon les plus grands pays du monde venaient reconnaître là l'un de ceux qui avaient fait preuve de plus de fermeté et de clairvoyance. Car personne n'a oublié le rôle rempli par la Yougoslavie dans la construction du monde non aligné et les ambitions idéologiques et intellectuelles que cela pouvait signifier. Voilà qu'hier je me retrouvais devant son mausolée dans cette maison inhabitée où je l'avais rencontré, avec les sièges mêmes de son bureau. C'était émouvant pour moi de retrouver ces objets de l'un des hommes les plus illustres de cette génération dont on peut être assuré, je le crois sans vouloir flatter sa mémoire - il devait avoir ses défauts - qu'elle restera très longtemps dans la mémoire des hommes.

- Voilà ce que je puis vous dire. Quant à le juger personnellement je ne le puis, n'ayant à aucun moment pu approcher son intimité. Mais c'était un homme qui devait séparer assez difficilement sa vie privée de sa vie publique. Il était comme il était, il ne changeait pas de rôle selon les circonstances. C'est du moins l'impression que j'en ai eue.\

circonstances. C'est du moins l'impression que j'en avais.\

QUESTION.- (non communiquée).

- LE PRESIDENT.- Par exemple lorsque les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique débattent ensemble - et ils ont bien raison - ou débattaient ensemble - et ils avaient bien raison - des problèmes des euromissiles, lorsqu'ils s'engagent, qu'ils décident après avoir négocié, c'est très bien. Qu'ils engagent les autres, qui ne participent pas à la discussion c'est une autre affaire. J'ai toujours invité les Européens, en particulier, à prendre conscience qu'ils ne peuvent pas vivre éternellement sur des lignes de partage établies sans eux. C'est cette disposition d'esprit qui m'a conduit à m'adresser aussi, hors de l'Europe, à un certain nombre de pays en voie de développement et à souhaiter qu'ils puissent vraiment se développer avec le -concours des pays industriels - et notamment des deux plus grandes puissances - mais en affirmant leur identité, leur indépendance, leur droit à disposer d'eux-mêmes. Il serait absolument absurde de prétendre régler les affaires du monde en dehors des deux plus grandes puissances mais je ne crois pas qu'elles soient appelées à tout régenter et je pense que tout pays petit ou grand représente une valeur. Voilà ce que je puis vous dire à ce sujet.\

QUESTION.- (non communiquée).

- LE PRESIDENT.- Nous avons beaucoup parlé des relations culturelles. Nous avons tenté de mesurer les obstacles. Je pense en particulier aux difficultés que nous avons pour la diffusion du livre et à la nécessité où nous sommes de développer l'enseignement de nos langues. La culture c'est bien autre chose et nous avons essayé autant qu'il est possible d'embrasser ce sujet d'une façon pratique pour que nous soyons plus à même de nous connaître et de nous comprendre. Ceux que vous avez cités étaient mes invités, ils ne représentaient pas la puissance publique et ils n'ont pas participé aux conversations bien qu'ils eussent été tout à fait à leur place. Mais chaque fois qu'il m'arrive de voyager ainsi, et d'être reçu comme c'est le cas dans un pays ami, j'emmène avec moi quelques personnes significatives de ce qui est la culture française et de ce que sont nos moyens d'expression. Comme vous avez bien voulu le souligner cela me paraît un bon moyen de faire avancer les choses. Quant au colloque que vous évoquez, personne ne m'en a parlé sinon vous. Je trouve que c'est une bonne idée et si elle est mûre pour 1984 je m'en entretiendrai avec les personnes compétentes.\